

COMMENTAIRES DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CAMIONNEURS ARTISANS INC., SUR LE PROJET DE LOI VISANT PRINCIPALEMENT À DIVERSIFIER LES STRATÉGIES D'ACQUISITION DES ORGANISMES PUBLICS ET À LEUR OFFRIR DAVANTAGE D'AGILITÉ DANS LA RÉALISATION DE LEURS PROJETS D'INFRASTRUCTURE.

Préambule

Notre intervention dans la présente consultation vise à exprimer notre volonté de promouvoir les retombées économiques locales, l'intégrité, le développement durable et l'assurance de conserver un parc de camions à benne basculante importante sur tout le territoire du Québec pour pallier à tous les besoins des marchés publics incluant ceux de la sécurité civile lors d'intempéries ou de catastrophes, dans le cadre de la future politique de diversification des stratégies d'acquisition du Gouvernement.

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES LOCALES

L'Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI) regroupe près de quatre-vingts (80) corporations titulaires de permis de courtage en services de camionnage en vrac, délivrés par la Commission des transports du Québec (CTQ), et plus de cinq mille 5 000 petites entreprises de camionnage en vrac inscrites au Registre du camionnage en vrac de la CTQ, qui sont propriétaires de plus de 10 000 camions à benne basculante.

On évalue les retombées économiques locales de l'exploitation de leurs 10 000 camions à un minimum de 600 000 000 \$ annuellement. Cet argent crée de l'activité économique dans toutes les régions du Québec.

Les retombées économiques locales sont parmi les avantages importants qu'apporte l'encadrement légal et réglementaire sur le courtage en services de camionnage en vrac dans les marchés publics, c'est d'ailleurs pour cette raison et en raison des importantes économies qu'il apporte, que le gouvernement du Québec a décidé en 2018 de maintenir cet encadrement et de le rendre permanent.

En effet, le principal établissement de chacune de ces petites entreprises inscrites au registre du camionnage en vrac de la CTQ est obligatoirement et réglementairement situé dans une zone de courtage spécifique établie par le *Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac*, et ce, dans toutes les régions du Québec. Cette proximité permet aussi des avantages environnementaux par le fait que les camionneurs travaillent près de leur établissement. Effectivement, c'est majoritairement dans leur zone de courtage que travaillent les camionneurs membres de l'ANCAI, ce qui diminue de beaucoup l'utilisation de carburant pour se rendre au travail.

Malheureusement, une large partie du transport en vrac dans les marchés publics échappe encore à cette politique en place depuis plusieurs décennies. Bien que le ministère des Transports du Québec (MTQ) et près de 500 municipalités appliquent une clause qui exige qu'au moins 50% du transport en vrac soit effectué par des camionneurs locaux, abonnés à des titulaires de permis de courtage délivrés par la CTQ, plusieurs ministères, municipalités et organismes publics n'exigent pas l'application de cette politique qui assure les retombées économiques locales dans chaque circonscription et suscite des économies importantes en transport en vrac aux organismes publics.

LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

Par le passé, la Société québécoise des infrastructures (SQI) incluait de façon systématique une clause stipulant en faveur de l'utilisation des camionneurs abonnés à un titulaire de permis de courtage dans les appels d'offres et les contrats. **Or, le 8 janvier 2024, la SQI nous faisait parvenir une lettre dans laquelle elle nous avisait qu'elle n'entendait plus mettre de clause stipulant que les organismes de courtage devraient être utilisés dans une certaine proportion dans ses appels d'offres.**

Lors d'une rencontre avec des représentantes de l'organisme, il fut expliqué qu'après une révision du cadre légal de ses opérations, la SQI en était venue à la conclusion **qu'elle n'était pas habilitée à inclure une telle clause dans les contrats et les appels d'offres.**

La SQI est gestionnaire de centaines de projets pour tous les ministères et organismes publics à la grandeur du territoire québécois. La décision qui nous a été communiquée peut représenter des centaines de millions de dollars qui seront retirés de la juridiction de la CTQ sur les comptes en fidéicomis des organismes de courtage. Or, il est connu depuis la Commission Charbonneau que le transport en vrac non réglementé économiquement est un milieu propice à la collusion, à la fausse facturation et à l'évasion fiscale.

On rencontre le même problème d'intégrité lors de contrats réalisés pour certains organismes publics qui n'incluent pas une clause de camionnage en vrac dans les appels d'offres et les contrats.

IMPORTANCE DES ORGANISMES DE COURTAGE TITULAIRES DE PERMIS DANS LEUR MILIEU

Il est connu que le MTQ inclut une clause dans tous ses contrats de génie civil. Ce sont environ 600 projets qui sont réalisés avec succès annuellement par ce ministère, avec la collaboration des camionneurs artisans. D'autre part, le projet de loi 61, qui prévoit modifier la *Loi sur le ministère des Transports* de manière à accorder au ministre des Transports et de la Mobilité durable, le pouvoir d'exiger de Mobilité Infra Québec qu'elle inclut une pareille clause dans la réalisation de projets qui lui seront confiés.

HABILITATION DE TOUS LES ORGANISMES PUBLICS À INCLURE UNE CLAUSE

Divers avantages découlent de l'encadrement sur le courtage en services de camionnage en vrac, tels :

- **les importantes économies en coûts de transport**, les tarifs étant établis par le Recueil de tarifs du ministère des Transports;
- **les importantes économies qui découlent du fait que les camionneurs inscrits** au Registre du camionnage en vrac et abonnés à un organisme de

- courtage sont exemptés de l'application de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*;
- **l'intégrité assurée**, par la traçabilité de l'argent transigé par le biais du compte en fidéicommis que doit détenir tout titulaire de permis de courtage;
- **la présence sur tout le territoire d'une flotte, en bon état, de plus de 10 000 véhicules**, prioritairement disponibles aux marchés publics;
- **la sécurité publique et civile est dépendante** du rôle essentiel joué par les camionneurs locaux en cas de tragédie naturelle ou accidentelle.

LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Afin de permettre à tous les milieux économiques locaux de bénéficier des retombées économiques des investissements publics, la *Loi sur les contrats des organismes publics* devrait être amendée de manière à **habiliter tous les ministères et les organismes publics à inclure une clause stipulant en faveur de l'utilisation des camionneurs inscrits au Registre du camionnage en vrac et abonnés à un organisme titulaire d'un permis délivré par la CTQ.**

La *Loi sur les cités et villes* et le *Code municipal du Québec*, autorise déjà les municipalités à inclure une telle clause. Plusieurs organismes et sociétés d'État incluent, eux aussi, déjà une telle clause dans leurs appels d'offres et dans leurs contrats.

Cependant, il est essentiel, pour les régions et pour les camionneurs en vrac, que la SQI, comme elle l'a toujours fait au cours des quinze (15) dernières années, et tous les organismes gouvernementaux, soient habilités à inclure la clause de vrac dans les appels d'offres et les contrats.

Les pertes financières pour les régions et les risques de manque d'intégrité dans le transport en vrac deviennent beaucoup trop grands lors de la réalisation de projets qui n'incluent pas une clause concernant le camionnage en vrac.

L'IMPACT SUR LES CAMIONNEURS

En terminant, nous tenons à vous souligner qu'il sera presque impossible aux camionneurs en région de survivre si la SQL n'est pas habilitée à inclure sa clause dans ses contrats. Pourtant, ces exploitants constituent un service essentiel, surtout lors des urgences, avec un impact économique positif tout en garantissant l'intégrité dans les dépenses en transport.

CONCLUSION

En conséquence, nous demandons que la *Loi sur les contrats des organismes publics* soit modifiée en y incluant l'article suivant ou tout article similaire :

« Tout ministère ou organisme public peut, dans un contrat adjugé conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, ou conformément à la *Loi sur les cités et villes*, ou conformément au *Code des Municipalités du Québec* qui nécessite du transport de matière en vrac, stipuler que les petites entreprises de camionnage en vrac, abonnées au service de courtage d'une association titulaire du permis de courtage délivré en vertu de la *Loi sur les transports* (chapitre T-12), participent à la réalisation du contrat dans la proportion et aux conditions que le ministère ou l'organisme public détermine.

Tout ministre peut, dans les contrats auxquels il est parti ou que son ministère subventionne, y compris ceux qui sont adjugés après demandes de soumissions publiques, exiger que tout organisme ou municipalité bénéficiaire d'une subvention prévoie une stipulation au profit des petites entreprises de camionnage en vrac, abonnées au service de courtage d'une association titulaire du permis de courtage délivré en vertu de la *Loi sur les transports*. »

23 mai 2024